

Assemblée citoyenne Pessac sur Dordogne 7/02/2019

61 personnes dont 55 sont restés au delà des 10 premières minutes

Thèmes des débats : **Démocratie et citoyenneté, Fiscalité et argent public**

Déroulé : -Chacun est invité à noter sur un post-it les raisons motivant sa présence

-Dans un deuxième temps (45minutes), 4 grandes questions sont posées et 4 ateliers sont organisés autour de ces questions, à fin de trouver un consensus entre les participants, autour des réponses à apporter à chacune des questions. Chacun émet 2 propositions personnelles pour ensuite les mettre en commun par binôme dans le but d'en conserver 2 sur 4,ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne reste que quatre solutions par question. L'objectif est de trouver un consensus. Les quatre réponses seront mises en commun à la fin, ce qui permettra de lancer le débat collectif.

-Un troisième temps est consacré à ce que chaque groupe rend compte des 4 propositions issues de chaque atelier

-La parole (limitée à 2 à 3 minutes) est donnée à tour de rôle à ceux qui désirent intervenir sur les propositions

Les quatre questions proposées : - Comment pourrait-on réduire les dépenses publiques ? -

Comment mettre en place une démocratie plus participative/représentative ? - Comment renforcer l'engagement citoyen à l'échelle locale ? - Selon vous, quelles taxes faut-il diminuer / augmenter / créer / supprimer ?

Organisation des groupes et placement des personnes en fonction des questions.

I) Quelles sont les taxes qu'il faudrait diminuer, augmenter, éliminer ou instaurer pour rendre la taxation plus juste ?

Propositions :

-Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et en parallèle augmenter à plus de 25% la TVA sur les produits de luxe.

-Créer un impôt nationalité et une réversion des impôts des expatriés à la France.

-Suppression de la CSG sur les retraites compensée par une taxation sur la finance

-Taxe sur le kérosène pour financer la transition écologique.

-Instaurer une taxe sur les produits importés qui permettrait du même coup de dynamiser la production française, le petit commerce et l'artisanat.

Contributions :

-Taxe sur les bateaux de croisière et navire de commerce pour taxer les importations.

-Taxe sur le transport routier international prenant en compte l'impact écologique et l'usure des routes. Cela permettrait de rétablir une vraie possibilité d'être concurrentiel pour les transporteurs français

-Le système de taxe est contraire à la constitution(référence à l'article 13 qui dit que chacun doit contribuer à l'impôt et aux taxes en fonction de ces ressources.

Par ailleurs, le Préambule de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen énonce que toute chose qui a un intérêt commun doit être propriété de la Nation.

-La taxe a une vertu politique : incidence sur le choix du citoyen, sur les comportements.

-Égalité de la sanction civile ? Une amende de 135€ équivaut à 10% du SMIC.

-Un autre intervenant parle des « économistes atterrés » : plus on consomme un produit, plus le prix est élevé.

-Une intervenante pointe le prix des médicaments et des transports pour les personnes en situation de handicap. Débat intéressant, preuve qu'il faudra renouveler ces réunions car nous apprenons beaucoup de choses de chacun.

II) Quelles économies peut-on envisager pour diminuer les dépenses publiques ?

Propositions :

- Une plus grande cohérence dans la programmation et la réalisation de grands travaux est nécessaire (projets au coût très élevé à l'impact écologique et utilité discutable, exemple Notre Dame des Landes)
- Baisse des salaires des hauts fonctionnaires
- Arrêt des subventions aux grandes entreprises ne respectant pas ni normes sociales, ni normes environnementales
- Faire la chasse à la fraude fiscale et arrêter de financer des guerres illégales

Contributions :

- Un vrai service public est à développer concernant la santé, l'éducation et les transports
 - :Le terme même de « dépense publique » est réducteur. Parler d'un service public que l'on souhaite voir augmenter.
 - Dépenses publiques, qui contrôle qui ? Comment et qui va évaluer quelles dépenses doivent être envisagées? Des services sont nécessaires ainsi qu'une redistribution pour pouvoir vivre et non survivre
 - Transparence totale de l'information concernant les dépenses publiques pour que chaque citoyen puisse trouver l'information.
 - Qui contrôle l'emploi des impôts et taxes collectées ?
 - Exercer un contrôle rigoureux des élus et des dépenses publiques.
- Le système de rétribution des élus est choquant (paye à vie, avantages multiples, personnel à disposition..)**
- Il faut instaurer une notion de devoir d'exemplarité des élus (si on doit se serrer la ceinture, les premiers à le faire doivent être les élus.)
 - En finir avec ce système de castes
 - Il y a confusion : lorsque l'on parle de déficit de la sécurité sociale, il s'agit en fait d'un choix d'orientation des dépenses. Il y a longtemps que le trou de la sécu pourrait avoir été comblé si l'argent prélevé à ces fins avait été reversé.
 - Diminuer la dépense publique n'est pas la question qu'il faut se poser. On veut nous faire croire à l'existence d'une dette qui est en fait une escroquerie intellectuelle.
- Les banques créent une dette spéculative en fabricant de fausses valeurs pour financer l'achat d'objets bien réels. 97% des transactions financières en bourse sont basées sur des valeurs n'existant pas.
- Comment s'assurer de la redistribution ? Que quiconque voulant accéder à l'information puisse le faire. Que le droit de contrôle de tous puisse se faire.
 - Il faut se rappeler les échelles de valeur : si on compare l'argent et le temps, on obtient 1 million = 11 jours, 1 milliard = 34 ans. Ainsi, la question de la rémunération des élus et de leurs abus en terme de dépenses ne sont pas si prioritaires si l'on prend du recul sur la dépense globale. La question de la dépense est liée à celle de la dette, du déficit qui est un mode de circulation, une orientation que l'on donne.
- Pénalité d'une banque sur un citoyen est une création de richesse.
- Quand on choisit de placer de l'argent public ici ou là, c'est un choix politique. Comment se réapproprier ces décisions ?
 - Optimiser le corps électoral (nombre, avantages, etc.). La dépense publique coûte toujours moins cher que la dépense privée.
 - La cas des services à la personnes payés par chèques emplois services, avantage fiscaux données à des personnes qui n'ont pas la force de faire leur propre ménage : précarisation de nombreuses femmes, mais aussi d'hommes (entretien de jardins par exemple), revient à légitimer l'exploitation de personnes par les plus riches, le tout étant aidé par l'état.

III) Comment mettre en place une démocratie plus participative/représentative ? Que faudrait-il faire pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et décisions publiques ?

Propositions :

- Informer les citoyens. Les élus ont-ils la formation pour répondre aux exigences de la décentralisation et transmettre l'information aux citoyens**
- Créer des assises permanentes pour contrôler le bon fonctionnement des collectivités locales. Que ces assises soient constituées par les citoyens.**
- Pour que les gens s'impliquent, il faut qu'il y ait des résultats.**
- Il faudrait pouvoir récuser des décisions et des élus. Problème du mode de représentation : Aucun d'entre nous n'a voté la constitution d 1958 et on s'y soumet. On devrait se poser la question.**

Contributions :

- Nous pourrions décider de prendre des décisions importantes puisqu'on est tous d'accord sur l'urgence climat et écologie. Or avec la politique actuelle, ça ne fonctionne pas. L'état devrait être un outil au service des citoyens.
- La citoyenneté suppose d'avoir l'information, un certain confort de vivre et du temps. La notion d'égalité est ainsi un pré-requis à la citoyenneté.
- Exemple de la commune de Saillans (Drôme) où les citoyens sont impliqués, on les invite à participer aux décisions et activités municipales
- Les présidents devraient être élus avec un quorum. Le président a été élu avec 23% : Doit on considérer le vote blanc? Rendre le vote obligatoire ? Exemple du fonctionnement des élections des délégués du personnel : élections à refaire si moins de la moitié du personnel n'a pas voté.
- Les états ne jouent plus leur rôle de régulateurs. Dans un premier temps il faut relocaliser le pouvoir. Nous devons reprendre la main au sein de conseils citoyens comme à Saillans
- Problème de représentativité : Le maire fait une liste en dehors de tout parti politique lorsqu'il se présente dans sa commune. Étant électeur des sénateurs, cela pose problème car on ne sait pas à l'avance pour qui il va voter...

IV) Comment renforcer l'engagement citoyen au niveau local ?

Propositions :

- **Faire intervenir les citoyens dans les débats qui ont lieu au conseil municipal et mettre en place des RIC au sein des communes pour rendre les citoyens acteurs dans la prise de décision.**
- **Renforcer l'information et la communication sur le fonctionnement des institutions. Communiquer sur le fonctionnement du système démocratique local (informer régulièrement les citoyens des dates de conseils municipaux, etc.)**
- Créer du lien, un réseau d'entraide, une liste de personnes ressources dans chaque commune**
- Renforcer la mobilité dans le milieu rural (minibus en service public)**

Contributions :

- Soulève la question du responsable en dernier recours. L'élu est tenu pour responsable. Cette situation peut changer et nous souhaitons qu'elle change (ressentiment fort d'une majorité à l'encontre de la judiciarisation de la société). Nuance entre légal et légitime.
- On définit souvent les choses les unes par rapport aux autres. Le citoyen est aussi consommateur : il faut apprendre à mesurer le poids de ce statut de consommateur.
- Responsabilité : nombreux sens (légal, moral, pénal).
- Un fonctionnement horizontal est possible. Les salariés peuvent prendre la responsabilité de leur propre entreprise de manière horizontale.
- Que va-t-on faire de toutes ces solutions proposées ? Il faut être en mesure de mettre en place ces solutions au niveau local.
- Comment s'impliquer localement ? C'est ce que nous faisons là ! Se réunir, se rassembler comme ce soir, c'est déjà quelque chose de l'ordre de l'action. Nous souhaitons mettre en place ce genre de réunions de manière régulière.

Dernières interventions de participants :

- Devoir de réserve des fonctionnaires.
- On assiste à la destruction des services publics. Cause défendue par les stylos rouges et les blouses blanches entre autres.
- Crise financière, sociale, écologique, etc. Il faudra à un moment cesser de prendre les sujets un à un mais penser de manière globale.
- Le mouvement des Gilets Jaunes est regardé par le monde entier. Nous devons donc montrer l'exemple.
- Monsieur Macron nous a donné des outils. Nous allons maintenant avancer et ce n'est que le début, nous sommes en train de poser des valeurs pour construire ensemble
- Comment se connaître ? Comment apprendre à se connaître, à se donner des coups de main ? Choisir un champ de bataille.
- Point de vue international : Russie/USA sont sortis du traité nucléaire.
- Mr Macron vient de signer un traité mettant l'arme nucléaire française au service de l'Allemagne.